

# LA LETTRE DU HERISSON

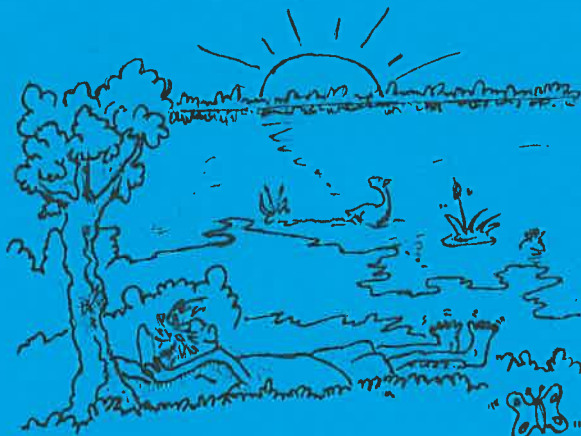
**BIMENSUEL N°48 1er juillet 86**

## SOMMAIRE

EDITORIAL.....	P.3
FAUNE :	
Déclaration d'Alghero concernant l'avifaune marine en Méditerranée.....	P.4
Réseaux de comptage oiseaux d'eau : Un accord bienvenu.....	P.5
Le Ministère de l'Environnement communique La fin des "Pièges cruels"?.....	P.6
Notes de lecture.....	P.6
AGRICULTURE :	
Rencontres internationales de Toulouse: Politique agricole commune, régions défavorisées et protection de l'environnement 16,17,18 octobre 1986.....	P.7
STAGES :	
Au fil de la Loire... A pied.....	P.8
Announces.....	P.8
ENERGIE :	
"L'affaire Polac"... Suite et Fin.....	P.9
Tchernobyl - M. Carignon répond à la FRAPNA Rhône.....	P.10
Motion soumise au vote du Conseil Municipal de Thionville le 22 mai 86.....	P.10
Si ça saute, que faire ? Enquête exclusive FRAPNA Isère.....	P.10
Drainage des zones humides, la nature trinque, La LPO proteste.....	P.12
SONDAGE :	
Une naissance au Puy : "Loire vivante".....	P.13
MILIEUX NATURELS :	
Le film "Camargue grandeur nature" en cassette vidéo.....	P.14
Sauvons la nature : Nouvelle édition.....	P.14
EUROPE :	
La Protection de la Nature en Allemagne - 1ère journée de l'Environnement à Wurzburg.....	P.15
Camp chantier pour les jeunes.....	P.15

## "10 ANS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA NATURE"

Pour célébrer fièrement cet événement, n'hésitez pas à arborer et faire connaître autour de vous le T. Shirt "La Nature, c'est sympa".



# LA NATURE C'EST SYMPA

 F.F.S.P.N. - OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES  
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

Tailles S - M - L - XL

4 ans , 6 ans, 8 ans, 10 ans, 12 ans, 14 ans.

A cette occasion, prix spécial association :

Taille adulte : 45,00 F l'unité  
40,00 F à partir de 5

Taille enfant : 35,00 F l'unité  
30,00 F à partir de 5

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des nouvelles Internationales.

Directeur de la Publication : M. Y. BENASSI

Responsable de la Publication : J.P. RAFFIN et J.P. LE DUC

Secrétariat : Jeanine LOISEAUX

Maquette : Louis de TORHOUT

Rédaction : F.F.S.P.N. - 57, Rue Cuvier - 75231 Paris cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES  
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

## EDITORIAL

Durant les six derniers mois, la Fédération vient de mettre en place plusieurs réformes de structure qui devraient la rendre à terme plus efficace et moins vulnérable. Préparées par un long débat interne au Conseil d'Administration et par la réflexion d'un Groupe de Travail dont les conclusions furent adoptées en janvier 1986, ces réformes portent essentiellement sur deux points.

D'abord, la réorganisation du Secrétariat parisien, plaque tournante de la Fédération où le Secrétaire Général ne pouvait plus, de fait, traiter tout et tout le temps. La Fédération a fonctionné pendant dix-huit années grâce aux responsables parisiens, présidents en tête, qui ont assumé à la limite du raisonnable cette montagne de responsabilités. A l'évidence, cette situation ne pouvait plus durer ; depuis quelques années, l'augmentation des affaires traitées et de l'activité générale de la Fédération, son implication croissante dans des organismes consultatifs officiels réduisaient d'autant la disponibilité personnelle de ses responsables et provoquaient l'engorgement du Secrétariat Général. Qu'on relise pour s'en persuader les appels à l'aide de J.P. RAFFIN et de J.P. LE DUC dans les éditoriaux de 1985 ! La création d'une Direction Exécutive, confiée à Madame Liliane MOOR, veut dénouer cette situation. Beaucoup d'entre vous ont d'ailleurs pu la rencontrer à l'Assemblée Générale de LIMOGES. C'est à elle dorénavant qu'il revient de faire "tourner" la plate-forme parisienne de la Fédération, allégeant ainsi le Bureau de la gestion au quotidien.

La deuxième réforme essentielle concerne la définition des Contrats d'Objectifs. En effet, si à l'occasion de ses Assemblées Générales successives, la Fédération avait défini peu à peu des orientations "politiques" sur les grands domaines de protection de la nature, on butait trop souvent sur des difficultés de mise en oeuvre et de détermination d'objectifs. Il fallait donc que les élus du Conseil d'Administration assument davantage, et plus directement, des responsabilités. C'est ainsi que certains Administrateurs, y compris parmi les dynamiques nouveaux élus, ont pris en charge sous forme de "contrats d'objectifs" la responsabilité des principaux grands dossiers de la Fédération. Pour vous, rien ne sera changé. Pour la Fédération, ce sera une démultiplication des efforts pour, nous l'espérons, la satisfaction de tous.

Quant au fond, les grandes lignes de la politique générale de la Fédération, approuvées par les Assemblées Générales successives, s'imposent à tous : négocier la protection du patrimoine naturel et la mise en oeuvre de toutes les méthodes susceptibles de l'améliorer, grâce à la mobilisation fédérative du mouvement associatif, grâce au développement de nos thèses dans le grand public et dans le système éducatif. L'élection d'un Président "provincial", si elle souligne l'évolution des méthodes et des équipes, ne saurait faire oublier cette nécessaire continuité.

Pierre DELACROIX  
Président



# FAUNE

## DECLARATION D'ALGERO CONCERNANT L'AVIFAUNE MARINE EN MEDITERRANEE

Le premier Symposium sur l'Avifaune Marine Méditerranéenne, organisé par MEDMARAVIS, Association Méditerranéenne pour l'Avifaune Marine, et tenu à Alghero (Sardaigne) du 26 au 30 mars 1986,

\* se rendant compte de la nécessité urgente de faire avancer des programmes de recherche sur l'avifaune marine en Méditerranée,

\* et sachant que plusieurs colonies et remises d'oiseaux marins sont menacées,

### 1/ CONSEILLE VIVEMENT

aux gouvernements nationaux et régionaux ainsi qu'à la communauté scientifique internationale,

\* de sauvegarder légalement les 10 sites les plus importants en Méditerranée pour l'avifaune marine et pas encore protégés, notamment:

- archipel de Cabrera, Baléares, Espagne
- Iles de Chafarinas, Mer d'Alboran, Espagne
- Archipel des Columbretes, Espagne
- Ile de Dionysiades, Crète, Grèce
- Îlots Grendi, Kerkenah, Tunisie
- Archipel de la Maddalena, Sardaigne, Italie
- Ile de Linosa, Italie
- Ile de Marettimo, Sicile, Italie
- Archipel de Sporades, secteur Nord, Grèce
- Ile de Filfla, Malta.

Cette liste contient les dix sites clefs pour la reproduction ou l'hivernage de l'avifaune marine en Méditerranée nécessitant des mesures de protection. Elle peut être élargie à d'autres îles et colonies situées sur des falaises continentales aussitôt que la communauté scientifique internationale pourra fournir l'évidence biologique de leur importance majeure pour la survie de l'avifaune marine en Méditerranée.

Cette liste exclut les réserves naturelles ou les parcs nationaux existants ainsi que les deltas et lagunes déjà traités par la Convention de Ramsar (1971).

Les gouvernements respectifs ainsi que les organisations internationales non-gouvernementales sont invités à sauvegarder ces sites d'importance internationale pour l'avifaune marine.

Une liste complète de toutes les aires majeures fréquentées par les oiseaux marins en Méditerranée sera préparée pour être le complément des 10 sites cités ci-dessus.

### 2/ PROPOSE

aux gouvernements nationaux et régionaux ainsi qu'à la communauté scientifique internationale et au secrétariat de MEDMARAVIS,

- de faire avancer les programmes de recherche scientifique sur l'avifaune marine en Méditerranée orientale et plus particulièrement dans les régions dépourvues de données de recensement,

- de s'efforcer dans le lancement d'études transnationales nécessitant une coordination parmi des chercheurs de plusieurs pays méditerranéens.

### 3/ RECOMMANDE

au gouvernement italien et aux autorités régionales compétentes (Veneto, Emilia Romagna), de prendre des mesures de protection immédiates pour sauvegarder les "SCANNI" du Delta du Pô qui abritent la population la plus importante en Europe de la Sterne naine (*Sterna albifrons*), soit 30% de la population totale en Méditerranée. La Sterne naine est une espèce en danger car menacée par le rapide développement touristique de nos côtes.

### 4/ CONSEILLE

également au gouvernement italien ainsi qu'au gouvernement régional de la Sardaigne d'attribuer un statut légal de protection aux écosystèmes littoraux ou insulaires les plus importants de la Sardaigne, comme :

- l'Archipel de la Maddalena
- L'Ile de l'Asinara
- les Falaises de Capo Caccia, Alghero
- L'Archipel de Tavolara

Ces écosystèmes marins sont d'importance internationale pour l'avifaune marine ainsi que pour d'autres espèces comme des rapaces, des vautours fauves et d'autres animaux et plantes.

### 5/ INVITE

le gouvernement espagnol et les autorités régionales compétentes à protéger le Delta de l'Èbre et les Iles Chafarinas qui abritent les colonies les plus grandes de goéland d'Audoin (*Larus audouinii*, 70% de la population mondiale), ainsi que des colonies de plusieurs autres espèces d'oiseaux marins comme :

\* des centaines de couples de Sterne Hansel (*Sterna nilotica*), Sterne Caugek (*Sterna sandvicensis*), Sterne naine (*Sterna albifrons*) et de Goéland railleur (*Larus genei*), tous nicheurs dans le Delta de l'Ebre,

\* des milliers de Puffins cendrés (*Calonectris diomedea*) et plusieurs individus de Balbuzard (*Pandion haliaetus*) et de phoque moine (*Monachus monachus*), tous présents dans l'archipel des Chafarinas.

6/ Se rendant compte du patrimoine unique que représente le code de bagues en couleur pour identifier les oiseaux,

### SUGGERE

aux chercheurs en avifaune marine de se concerter avec des collègues ornithologues avant de s'approprier un code de bagues en couleur, et

d'informer les secrétariats de MEDMARAVIS et de EURING (Arnhem, Pays Bas) afin,

- \* d'éviter l'emploi de combinaisons de bagues colorées déjà utilisées, et

- \* d'optimiser les codes en couleur disponibles pour telles espèces comme le Goéland leucophaé (Larus caccalinans) et le Cormoran huppé (Phalacrocorax aristotelis).

7/ PROPOSE au secrétariat de MEDMARAVIS de

- \* continuer la coordination des activités futures concernant l'avifaune marine en Méditerranée et ceci jusqu'au Symposium prochain (1989),

- \* d'assister dans l'organisation du second Symposium Méditerranée sur l'Avifaune Marine, programmé pour septembre 1989 à Palma di Mallorca, Baléares, Espagne.

- \* d'organiser une réunion technique au siège d'un bureau régional d'une organisation internationale pour l'environnement,

- \* d'établir une coordination régionale, nationale et internationale afin de stimuler de nouvelles études et des projets de conservation pour l'avifaune marine.

Alghero, le 30 mars 1986

## RESEAUX DE COMPTAGE OISEAUX D'EAU ; UN ACCORD BIENVENU

Toutes les associations intervenant dans les comptages d'oiseaux d'eau ont eu connaissance du projet de l'Office National de la Chasse d'établir un réseau de comptage parallèle au réseau du BIROE France (coordonné par R. MAHEO pour les limicoles et les Bernaches, le CRBPO pour les canards).

Seules, des assurances orales nous avaient été

données jusqu'ici, que le réseau ONC n'avait aucune ambition de se substituer à celui du BIROE.

Le texte de l'accord dont nous reproduisons ci-dessous un extrait est donc bienvenu dans la mesure où il est signé par M. SERVAT et affirme que le "BIROE France reste responsable de l'organisation des comptages".

Synthèse des discussions entre le CIC et le BIROE tenues les 8 et 9 avril 86 à SLIMBRIDGE.

Procès verbal des discussions du 8 avril

Présents:

Pour le CIC: MM. SERVAT et VAN HASSELT (M. POUGET, malade est excusé)

Pour le BIROE : MM. MONDAIN-MONVAL, PIROT, SMART, VAN DER VEN.

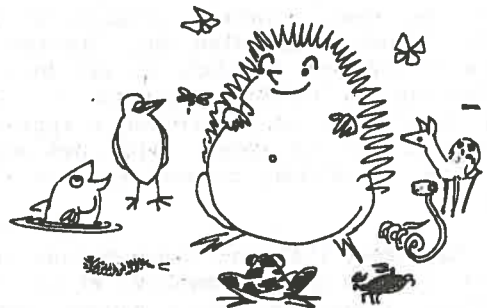
Réseau de comptage

La délégation BIROE fait remarquer que son réseau de comptage en France, un des meilleurs d'Europe, a été quelque peu perturbé par des rumeurs de création d'autres réseaux de comptage. La délégation CIC déclare que ni le CIC sur le plan international, ni l'ONC sur le plan français, ne souhaitent créer de nouveaux réseaux parallèles. L'ONC, sur le plan local de quelques-uns de ses propres territoires en France, effectue avec l'aide de quelques chasseurs, des comptages détaillés en vue d'une meilleure gestion des territoires en question. L'ONC soutient moralement et financièrement le maintien du réseau de comptage BIROE en France. Il a été conclu que la section BIROE France (seule section nationale dans un pays membre du BIROE) reste responsable de l'organisation des comptages. A l'initiative de M. SERVAT, une réunion

prochaine visera à obtenir la définition d'objectifs clairs agréés par les différentes parties constitutives du BIROE France.

Pour le CIC, M. J. SERVAT, Administrateur Général

Pour le BIROE, Professeur GVT Matthews, Directeur.



## LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT COMMUNIQUE

### LA FIN DES "PIÈGES CRUELS" ?

Alain CARIGNON, le Ministre de l'Environnement, confirme sa volonté de dépasser les améliorations réelles mais limitées apportées aux conditions de piégeage des animaux sauvages et fait appel à l'esprit inventif de tous les Français.

En effet, l'ancien et cruel piège à machoires est aujourd'hui interdit. Des pièges moins traumatisants ont été homologués mais l'ensemble des problèmes posés n'est toujours pas résolu.

Pour cela, un concours sera officiellement lancé dans quelques semaines. Il est destiné à découvrir un nouveau piège, à la fois efficace, maniable et ne causant pas de dommage physique aux animaux capturés.

Le règlement complet du concours sera rendu public le 1er juillet. Selon les premiers renseignements, les candidats devront remettre avant le 1er octobre 1986 un dossier comprenant un schéma côté du piège, une explication technique de la structure et du fonctionnement et une évaluation du prix de revient de fabrication.

Dans le courant du mois d'octobre, un premier

jury composé de spécialistes, effectuera une première sélection des meilleurs concurrents qui se verront attribuer une dotation forfaitaire de 5 000,00 F en échange de laquelle ils devront fournir les pièges nécessaires à l'expérimentation.

Celle-ci sera réalisée, avec des essais sur le terrain, du mois de janvier au mois d'avril 87, par les services techniques de l'Office National de la Chasse assistés de vétérinaires et de piègeurs professionnels.

C'est un grand jury, composé notamment de personnalités des milieux de la chasse et de la protection animale qui examinera les résultats des tests et décernera le premier prix d'un montant de 100 000,00 F.

Dans le cas où aucun piège ne correspondrait précisément aux critères de sélection, des prix d'encouragement pourront être attribués ; à défaut de résultats satisfaisants, le concours sera prolongé l'année suivante pour perfectionner les pièges proposés ou voir présenter de nouveaux projets.

### NOTES DE LECTURE

La collection des "guides du naturaliste" des éditions DELACHAUX et Niestle vient de s'enrichir de 2 nouveaux ouvrages :

- le "guide des mammifères d'Europe" de D. SCHILLING, D. SINGER et H. DILLER
- le "guide des coléoptères d'Europe" de Gaëtan du CHATENET

Le premier est la traduction d'un ouvrage allemand. Il décrit tous les mammifères (indigènes ou introduits, mais vivant en liberté) présents sur le continent européen (soit 181 espèces). On comprend le souci d'exhaustivité des auteurs, mais on est surpris de voir le kangourou de Bennett alors que le Sylvilagus (présent officiellement en Italie et clandestinement en France) n'y figure pas. Le texte indique pour chaque espèce les noms français, anglais et allemand et une bonne description de l'animal, de ses mœurs et de son habitat. Il est bien détaillé et comporte un nombre important de renseignements. Les cartes de répartition s'appuient pour la France, sur le récent atlas des mammifères édité par la SFEPM, ce qui est une excellente chose.

Deux chapitres, l'un sur l'observation des mammifères, l'autre sur les menaces et la protection, complètent l'ouvrage. Il y aurait beaucoup à dire sur la partie protection qui indique vraiment un minimum (mais c'est déjà un bon point que ce sujet soit abordé). On nous permettra, cependant, de regretter profondément qu'on ne signale pas qu'il existe une liste de mammifères protégés et surtout qu'il n'y ait pas un mot sur l'action des associations (ni par conséquent leurs adresses). La liste des revues ne mentionne

Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

ne pas Arvicola, le Courrier de la Nature et la Terre et la Vie (sans parler des revues régionales Penn ar Bed, le Brevie, le Grand Duc, etc..)

Les illustrations réparties dans tout le livre, sont bien faites mais on aurait aimé que le système "Peterson" (qui indique par une flèche les caractéristiques d'une espèce) ne soit pas utilisé. Certaines figures (telles les Hérissons p. 37) en auraient été plus lisibles.

C'est donc un bon ouvrage pour apprendre à connaître les mammifères et qui, notamment en raison des nombreuses précisions qu'il comporte, sera très utile pour un enseignant qui veut faire connaître les mammifères aux générations montantes.

Le guide des coléoptères est lui presque un chef d'oeuvre. D'abord, il comble un vide. A part les guides de la maison Boubée, il n'existait pas d'ouvrage complet, illustré en couleur, décrivant les coléoptères de notre pays. 768 espèces sont représentées en couleur.

L'auteur, un amateur correspondant du Muséum, a fait tout le texte, les cartes et les superbes illustrations. Tout ce qu'on peut souhaiter trouver dans un tel guide s'y trouve. Une excellente introduction sur les carabes (mais on insiste trop sur les moyens de capture), de bonnes notices présentant la description, l'habitat et la période d'apparition. Il faut surtout noter des cartes de répartition sur l'Europe (une gageure) et des clés de détermination. C'est un ouvrage remarquable qui sera particulièrement utile au naturaliste de terrain et aux amateurs avertis qui se passionnent pour les insectes.

J.P. LE DUC



# AGRICULTURE



## RENCONTRES INTERNATIONALES DE TOULOUSE

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, RÉGIONS DÉFAVORISÉES  
ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

16,17,18 OCTOBRE 1986

Ces rencontres internationales sont organisées sous forme de colloque par la FFSPN avec la participation financière de l'Institut pour une Politique Européenne de l'Environnement (Fondation Européenne de la Culture), du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Agriculture, de la Commission des Communautés Européennes, du Conseil Régional Midi Pyrénées, du Conseil Général du Lot ainsi qu'avec le concours des Organisations Professionnelles Agricoles, de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse et de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique).

### Présentation et objectifs:

L'Europe agricole est-elle sur le point d'entrer dans une ère nouvelle? La remise en question de certains aspects de la PAC se fait jour dans la plupart des Etats Membres. De nouvelles stratégies se bâtissent tant sur le plan communau-

taire que national et il paraît légitime de s'interroger sur la place de l'environnement dans les politiques de ces prochaines années.

Le colloque se donne pour objectif de confronter, au niveau européen, les expériences concernant l'intégration des préoccupations d'environnement dans les stratégies locales de développement agricole et rural. L'intégration de l'Espagne et du Portugal va, de ce point de vue notamment poser de façon aiguë le problème de la concertation pour la mise en œuvre des futures politiques régionales.

Au-delà des répercussions économiques que ne manqueront pas d'entraîner les nouvelles politiques de développement rural, il est clair que, sous-tendues ou non par la PAC, elles vont effectuer et remodeler les paysages, les écosystèmes, dans une mesure qu'il convient d'apprécier

### Programme:

Le colloque est articulé autour des travaux de 3 commissions, encadrées par des sessions plénières.

Jeu­di 16 octobre :

9 h accueil des participants  
9 h 30 - 12 h 30 : session introductive (plénière)

#### Aspects macroéconomiques et bilan de la PAC

Cette session est consacrée à l'analyse des impacts socio-économiques et environnementaux de la PAC sur les régions défavorisées d'Europe. Quelles sont les répercussions possibles des propositions de Bruxelles (CCE, Parlement), suite aux variations de la politique des prix, des structures, etc...? L'évolution de la PAC peut donner lieu à des scénarios divers et même contrastés, qui se traduiront au niveau de l'espace rural.

14 h - 18 h : travaux des Commissions 1, 2 et 3

Commission 1 : l'Espace rural des régions défavorisées: analyse de situation, capacités d'adaptation et de développement.

Ces analyses comportent des études de cas au niveau microrégional : diagnostics (analyses spatiales, déprise agricole, etc...) et perspectives en tant que réponses des agricultures locales (reconversions, recherche de productions de qualité et de débouché, tourisme rural, pluriactivité, etc...)

Commission 2 : Ecologie et Développement dans les régions défavorisées.

Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

Le bilan écologique du développement agricole correspond à la présentation de cas très divers, débouchant sur des propositions innovantes de modes de gestion de l'espace naturel conciliant écologie et pratiques agricoles.

Une telle présentation se veut un constat des impacts sur le patrimoine biologique, aussi bien de la déprise agricole que de l'adoption de systèmes agraires divers (monocultures spécialisées, polyculture-élevage, etc...). Elle doit insister sur le bilan de modes de gestion écologique réussis dans une optique économique à long terme (systèmes complexes, zones humides, faune sauvage, etc...).

Commission 3 : Politique à mettre en œuvre pour intégrer développement agricole et protection de l'environnement dans les régions défavorisées d'Europe.

Ces types de politique sont à concevoir comme des outils spécifiques permettant à la fois le maintien des agriculteurs locaux et la gestion des richesses naturelles. Il s'agit d'un bilan des politiques déjà existantes : accords de gestion, politique de la montagne, plans d'adaptation, etc... mais aussi des perspectives qui s'ouvrent à des conceptions nouvelles de l'entretien de l'espace naturel.

Vendredi 17 octobre :

9 h - 12 h 30 : travaux des Commissions 1, 2 et 3

15 h - 18 h : session conclusive (plénière)

## suite

Sous forme de table ronde, la séance de clôture du colloque fera la synthèse des débats auxquels aura donné lieu l'examen des études de cas présentées dans les 3 commissions. Ce sera l'occasion de proposer des orientations pour des politiques agricoles plus soucieuses de la protection de l'environnement dans les régions défavorisées des Etats Membres. Ce sera, enfin, le temps fort d'une confrontation des propositions des acteurs locaux face aux mesures retenues aux échelles nationale et communautaire.

Samedi 18 octobre :

Journée sur le terrain dans un département de Midi Pyrénées : le Lot. Au cours de visites chez des agriculteurs, leurs principaux problèmes seront présentés (élevage du mouton sur les Causse, viticulture...)

Dimanche 19 octobre (si possible):

Les délégations étrangères sont conviées à une découverte des paysages et de la gastronomie dans un autre département de Midi Pyrénées : le Gers.

### Contribution des participants :

Des communications écrites (en français, anglais ou espagnol) des participants inscrits seront utilisées dans les travaux des commissions. Elles constitueront la base des débats. Il est demandé aux acteurs de fournir un résumé d'une page avant le 1er septembre pour la constitution du dossier et la préparation des débats. Le texte intégral sera remis durant le colloque pour la publication des actes.

Traduction simultanée: français, anglais et espagnol durant les séances plénières.

Frais d'inscription : 200 FF (donneront droit aux Actes du colloque, parution, fin 1986)

Inscription auprès de :

Gisèle Edmée RICOU  
INRA/ESR  
BP 27  
31326 CASTANET TOLOSAN Cédex/France  
Tél. 61.73.33.43 ou 61.73.55.33  
Télex : INRA TSE 52000 9F

## STAGES

### AU FIL DE LA LOIRE.... A PIED

Petit ruisseau deviendra grand. C'est ce cheminement que propose le Groupe Nature cet été de la Source de la Loire jusqu'à l'Océan.

Le groupe Nature Environnement de la CHAPELLE/ERDRE organise en juillet et août une randonnée à la carte à travers la Haute Loire, le Massif Central, le Nivernais, la Sologne, la Touraine, le Saumurois, les pays de la Loire, la Bretagne, la Brière et la presqu'île guérandaise, jusqu'au

Croisic.

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :

Groupe Nature et Environnement  
Maison de la Nature  
Gesvrine  
44240 LA CHAPELLE/ERDRE  
Tél. 40.93.52.28

## ANNONCES

L'URCANE propose un demi poste FONJEP :

- réalisation d'exposition
- participation à la gestion administrative de l'association

Pour tous renseignements complémentaires et éventuelle candidatures, s'adresser à :

URCANE  
2, rue Louis Armand  
51000 CHALONS

Le Centre Ornithologique Auvergne recherche

1 objecteur de conscience à partir du mois d'Octobre 86 en remplacement de celui qui va partir.

Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

Poste :

- animation grand public en ornithologie
- suivi des activités du C.O.A et protection de la nature
- permanence au local

Profil: Expérience animation nature et/ou spécialisation (ornitho, bota, etc..)

Lieu de travail : agglomération clermontoise

Contact responsable objecteurs :

Robert GUELIN  
10, rue du Grand Champ  
63110 BEAUMONT  
Tél pers. 73.27.56.45  
Tél trav. 73.92.28.47



## "L'AFFAIRE POLAC"...SUITE ET FIN...

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UNE LETTRE ADRESSEE LE 5 JUIN 86 A MICHEL POLAC PAR PIERRE DELACROIX, NOUVEAU PRESIDENT DE LA FFSPN, AINSI QUE LA REPONSE, LE 20 JUIN 86 DE MICHEL POLAC.

Monsieur,

Les associations membres de notre Fédération ont été nombreuses à manifester leur tristesse et leurs critiques devant le "Droit de réponse" du samedi 31 mai 1986.

Le contraste était saisissant avec l'intéressante "revue de presse" du 10 mai. Autant celle-ci, pourtant visiblement improvisée, faisait la place à la vie et aux vraies questions, autant celle-là fut un enterrement : celui de nos illusions. Votre émission, par ailleurs si critiquée, était une des rares à la télévision française dans laquelle ne semblait pas régner l'autocensure. Comment comprendre alors le plateau du 31 mai, où on se serait cru davantage devant la "cellule d'information nucléaire" de M. MADELIN qu'à "Droit de réponse" ? Qu'on en juge : plusieurs représentants du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) au titre de différentes administrations évidemment ce qui permet de parler de "diversité"; 4 médecins ouvertement "pro-nucléaire" à des degrés variés, etc... Et pour couronner le tout, deux ex-personnalités politiques que vous semblez compter parmi les "écologistes", alors que le rose de Mme BOUCHARDEAU ne nous fait pas oublier qu'en matière de nucléaire, elle a remballé ses convictions philosophiques au profit de la "solidarité gouvernementale" que l'on connaît. D'ailleurs, elle-même et son collègue Haroun Tazieff ont choisi un profilvaste pour votre émission et observé, c'était frappant, un quasi-silence. Nous en regrettons d'autant plus vivement qu'il n'y ait eu aucun représentant de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, qui regroupe plus de 250 associations et 850 000 membres, et qui se bat depuis 15 ans contre le choix nucléaire; et dont la vice présidente, Mme BENARD, biologiste est membre du Conseil Supérieur de la Sécurité Nucléaire (CSSN), et dont l'association a eu à connaître trop souvent des problèmes de l'usine de La Hague ; et cela malgré plusieurs demandes téléphoniques de notre part. Nous regrettons vivement qu'il n'y ait eu aucun représentant des Amis de la Terre, tel que leur responsable Pierre SAMUEL, universitaire et lui aussi membre du CSSN, et dont nous savons qu'il n'a pas été contacté. Nous regrettons qu'il n'y ait eu aucun représentant du Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSEIN) qui édite depuis de longues années la Gazette Nucléaire et qui avait de quoi discuter avec les doux technocrates de l'Administration présents. Nous regrettons enfin l'absence de Jean CARLIER, membre des Journalistes pour la

Nature et l'Environnement (JNE) qui avait pourtant été sollicité en toute confraternité pour préparer l'émission. Vous ne prétendez pas qu'une telle partie fut "égale". Certes, et heureusement, Y. LENOIR a brillamment défendu certaines de nos thèses. Mais que la dérisoire et tardive intervention de K. KANAS sur La Hague ait rempli de joie le Dr LAFUMA, comme on le comprend! Quant à Mme DENIS LEMPEREUR, qui avait tant à dire sur le SCPRI, c'est tout juste si elle a eu la parole.

Vous avez, Monsieur, passé à côté d'une émission qui aurait pu faire date dans l'histoire de l'information en France. C'était une occasion spectaculaire de parler enfin du véritable mal français : l'occultation des VRAIS problèmes. Même le Général COPEL, dont je salue la lucidité, vous a tendu la perche en essayant de parler de la situation dérisoire de la Protection Civile en France. Ecarté d'un revers distrait, parce que, probablement, parler de masques à gaz dans une émission sur les technologies de pointe, ça faisait ringard. Vous avez perdu une belle occasion de faire parler quelqu'un qui aurait développé des analyses originales sur tous ces problèmes, autrement intéressantes que les dérisoires parapluies que déployaient avec art les fonctionnaires frileux dont vous aviez garni votre plateau.

Non vraiment, le 31 mai, le vrai débat n'a pas eu lieu. L'écologie, et les Français avec, y ont beaucoup perdu. Et nous, en plus, avons perdu POLAC.

Cordialement quand même.

Pierre DELACROIX

Monsieur,

J'ai reçu quelques lettres des membres de votre Fédération. Je ne comprends pas très bien votre réaction à notre émission.

Pendant une semaine, les représentants de l'EDF et du CEA ont refusé de venir, puis se sont invités en masse la veille de l'émission. Il était donc évident que le débat serait difficile à équilibrer. Mais, étant donné la fureur du lobby (après coup) atomique et le mécontentement des écolos, je dois conclure que les deux plateaux de la balance étaient bien équilibrés. L'erreur de vos associations est de ne pas fournir d'informations et de se contenter de réclamer de venir à mon émission. J'ai invité en priorité des gens comme LENOIR et KANAS, qui nous avaient apporté des pièces pour le débat.

Michel POLAC.

## suite

### Tchernobyl - M. Carignon répond à la FRAPNA - Rhône

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS LA REPONSE ADRESSEE LE 9 JUIN 86 PAR M. ALAIN CARIGNON, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT. A UN COURRIER DE Mme COULET, PRESIDENTE DE LA FRAPNA RHONE CONCERNANT LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION EN MATIERE DE NUCLEAIRE.

Madame la Présidente,

Comme vous l'avez vous-même souligné dans votre lettre du 14 mai dernier dont je vous remercie, je suis en effet tout à fait favorable à la transparence de l'information en matière nucléaire et en particulier en ce qui concerne la mesure d'éventuelles retombées radioactives à la suite d'un accident qu'il puisse se produire en France ou à l'étranger.

Ma position n'a pas changé depuis l'Assemblée Générale des Sociétés Françaises de Protection de la Nature qui s'est tenue le 10 mai à

LIMOGES et je me suis d'ailleurs efforcé à la suite de cette manifestation, d'intervenir auprès du Premier Ministre pour qu'une cellule de communication adéquate soit constituée.

Comme vous le savez, cette cellule a été placée sous la direction de M. Alain MADELIN, ministre de l'Industrie, des P et T et du Tourisme. Depuis le 15 mai, cette cellule de communication a répondu aux appels téléphoniques, non seulement des journalistes mais aussi de l'ensemble de nos concitoyens et des associations pouvant les représenter.

Je suis persuadé que vous avez pu obtenir de cette cellule de communication pendant la période où certaines inquiétudes se sont manifestées, tous les éléments nécessaires à la compréhension de la situation.

Alain CARIGNON

### MOTION SOUMISE AU VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL DE THIONVILLE LE 22 MAI 1986

Suite à l'accident survenu en URSS à la centrale nucléaire de TCHERNOBYL, les membres du Conseil Municipal de Thionville se déclarent choqués par la désinformation de la population et la rétention de l'information sur les retombées radioactives, et protestent contre la politique de secret engendrée par le S.C.P.R.I. et le gouvernement français autour de cette affaire.

Les membres du Conseil Municipal de Thionville estiment avoir été élus par des citoyens responsables et que la population française a le droit de tout savoir. Pour cette raison, le Conseil Municipal de Thionville réuni le 22 mai 1986, réclame :

1/ la publication immédiate de tous les résultats chiffrés qui ont été obtenus depuis le 29 avril 86 par le SCPRI, le CEA, le CNRS, l'EDF, la Protection Civile et les Services préfectoraux...

2/ la création d'une instance indépendante, telle une haute autorité des risques technologiques, apte à surveiller, à analyser et à informer, en cas d'alerte nucléaire ou chimique sur le territoire français.

3/ La publication intégrale et immédiate du plan ORSEC-RAD concernant la centrale nucléaire de CATTENOM.

### SI CA SAUTE, QUE FAIRE ? ENQUÊTE EXCLUSIVE FRAPNA ISÈRE

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UNE ENQUETE EXCLUSIVE REALISEE PAR LA FRAPNA ISERE CONCERNANT

Le département de l'Isère est gâté ! En cas de tremblement de terre (nous nous trouvons dans une zone où ils peuvent se produire avec une certaine probabilité) de multiples dangers menacent les habitants des vallées, de la cuvette grenobloise et des plaines du Bas-Dauphiné : rupture des nombreux barrages de montagne (les 3 barrages sur le Drac, ceux de Grand'Maison et d'Allemont pour ne parler que des plus proches), ruptures de canalisations ou de cuves des usines chimiques, que notre département héberge en grand nombre, ou des centrales nucléaires, dont nous sommes également bien pourvus : St Maurice-St Alban sur le Rhône, Bugey sur le Haut-Rhône (sur la rive côté Ain) et surtout Superphénix dans le nord de l'Isère.

Même sans tremblement de terre, toutes les oeuvres de l'homme sont susceptibles d'avoir un "incident", comme la navette spatiale "Challenger", et là, avec des conséquences pouvant être catastrophiques pour de nombreuses personnes, surtout si, comme dans le cas de la Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

LE NIVEAU D'INFORMATION DE LA POPULATION DE L'ISERE EN MATIERE DE SECURITE NUCLEAIRE.

navette spatiale, on sacrifie la sécurité pour des raisons de finances ou de délais à respecter, ce qu'on a des raisons de craindre si la filière surgénératrice se poursuivait.

Les populations savent-elles ce qu'elles doivent faire en cas de catastrophe ? Savent-elles comment elles se font informées et conseillées ? Rien n'est moins sûr.

Dans ce pays, on a l'habitude de considérer les gens comme des irresponsables à qui on ne doit rien révéler d'inquiétant sous peine de déclencher des paniques incontrôlées (c'est ce que nous ont dit des représentants des administrations). Dans d'autres pays, les habitants, (dont rien ne démontre qu'ils ont les nerfs plus solides que ceux des Français), bien informés, savent ce qu'ils doivent faire en cas d'urgence et se comportent en personnes responsables.

En France, ce parti-pris de secret infantilise les citoyens et risque d'aboutir à des drames qui, autrement, auraient pu être limités ou évités.

# suite

Nous ne voulons plus que les autorités administratives pensent comme certaines entreprises de Pompes Funèbres "Mourrez, nous ferons le reste !".

Nous estimons que chacun doit connaître la vérité et savoir ce qu'il doit faire et ne pas faire.

Nous avons voulu montrer à Haroun TAZIEFF dans quelle

ignorance sont maintenus les habitants de notre pays. Nous lui avons montré les résultats d'une enquête effectuée par l'intermédiaire du "Courrier du Hérisson" ("Grain de sable" de Décembre 1985) et auprès des spectateurs du Festival du Film de Nature et d'Environnement.

J.B.

Dans le cadre de la venue d'Haroun TAZIEFF, Secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, pour la clôture du VI<sup>e</sup> Festival du Film de Nature et d'Environnement le 31 janvier à Grenoble, la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, section Isère a procédé à une enquête auprès de ses adhérents sur les sys-

tèmes d'alerte en vigueur pour protéger les populations civiles.

Nous avons reçu 176 réponses. 166 ont été analysées. Six questions étaient posées. Toutes les réponses portaient mention du nom et des coordonnées de leur auteur.

Question N° 1 : Savez-vous à quoi sert la sirène qui sonne à midi au début de chaque mois ?

- N'ont jamais entendu la sirène	2,4 %
- Ne savent pas	33,7 %
- Pour vérifier son fonctionnement	51,8 %
- Pour prévenir d'un danger	9,6 %
- Divers (donner l'heure, annoncer le début du mois...)	2,5 %

Question N° 2 : Quel jour sonne-t-elle ?

- Premier mercredi du mois	68,7 %
- Autres jours	17,5 %
- Ne savent pas	13,8 %

Question N° 3 : Si vous êtes dans une zone à risques, industriel (vallée de la Romanche, du Drac, Grenoble, cluse de Voreppe, Vallée du Rhône, environs de Malville), y a-t-il une sirène pour vous prévenir d'un danger ?

- Oui	26,5 %
- Non	6,6 %
- Ne savent pas	62,7 %
- Pas de réponse	4,2 %

Question N° 4 : Savez-vous la reconnaître ?

- Non	85,5 %
- Oui (sans explications)	5,4 %
- Oui (avec explications)	3,6 %
- Pas de réponse	5,4 %

## Questions 1 et 2

Les gens semblent "assez bien" renseignés.

a) 52 % des gens savent à quoi sert la sirène, mais 34 % l'ignorent cependant.

b) près de 69 % connaissent le jour de sonnerie.

## Deuxième partie

- seulement 7 % des personnes interrogées savent qu'il n'y a pas de sirène d'alarme en cas de

Question N° 5 : Quand sonne-t-elle pour les essais ?

- Ne savent pas	78,3 %
- 1er mercredi du mois	9 %
- Autre jour (sans précisions)	1,2 %
- Autre jour (avec précisions)	3,6 %
- Jamais	1,8 %
- Pas de réponse	6 %

Question N° 6 : Que devez-vous faire si elle sonne pour de bon ?

- Ne savent pas	70 %
- Téléphoner à la police, la gendarmerie, la mairie...	6,6 %
- Ecouter les instructions à la radio	3 %
- S'enfuir	10,2 %
- S'enfermer	3 %
- Divers *	6 %
- Pas de réponse	4,2 %
	103 %

plusieurs réponses étant possibles

\* Divers : - attendre.

- ne rien faire, c'est trop tard.

- faire sa prière.

- regarder par la fenêtre

- se porter volontaire pour les secours.

## COMMENTAIRES

### catastrophe

- Les questions 4, 5 et 6 sont donc sans objet, mais la question 6 indique clairement que la population ne sait pas comment agir en cas de catastrophe.

\* 70 % avouent l'ignorer.

\* réponses contradictoires : s'enfermer : 3 %, s'enfuir (où?) : 10 % (il est évident que le choix peut être fait en fonction de la catastrophe), quelques-uns téléphonent à la police, aux gendarmes, à la Mairie (voire à M. Tazieff !), (ce qui est abso-



## suite

lument déconseillé par le préfecture en cas de déclenchement du plan ORSEC) : 7 %.

En revanche, 3 % savent que les informations seront communiquées par les médias.

### REPONSES AUX QUESTIONS POSEES

obtenues auprès de la préfecture et des pompiers.

A - Le sirène que l'on entend une fois par mois est un test de fonctionnement. Sa mise en marche mensuelle est commandée à l'échelle nationale ou régionale (réseau centralisé sur Lyon pour Grenoble par exemple).

Elle se décompose en 5 coups pendant 1 minute, suivis d'un coup de 30 secondes, 10 minutes plus tard.

Elle dépend du Ministère de l'Intérieur et sert

à annoncer les bombardements aériens.

B - Quant aux sirènes servant à avertir d'un accident effectif (incendie, ambulance...) :

- \* elles sont destinées aux pompiers;

- \* elles obéissent à un code qui n'est pas unique : chaque commune a son code.

- \* elles n'existent pratiquement plus : elles sont remplacées par des "bips" électroniques.

C - En cas de catastrophe, il semble que ce soit la préfecture qui se charge de l'alerte. Mais cette alerte ne sera pas faite par sirènes, mais par d'autres moyens (médias en particulier).

Jean-François NOBLET

## IMPORTANT et URGENT

### DRAINAGE DES ZONES HUMIDES, LA NATURE TRINQUE, LA LPO PROTESTE

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UN COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA LPO DATANT DU 13 JUIN 86 PRO-

TESTANT CONTRE UN NOUVEAU PROJET DE DRAINAGE DANS LES MARAIS DE ROCHEFORT.

Dans les marais de ROCHEFORT, commune de MURON (Charente Maritime), un nouveau projet de drainage de 75 ha menace une zone humide remarquable où niche, au milieu de vanneaux, 1/5e de la population française de Guifettes noires, sternes d'eau douce, dont il ne reste en France qu'à peine 100 couples.



Malgré les recommandations de la Directive de la Communauté Européenne pour la protection des oiseaux, de la Convention de Ramsar sur les zones humides, ou de l'étude d'environnement commandée par la région Poitou Charentes pour tenir compte des zones écologiquement fragiles dans le cadre du schéma d'aménagement des marais de l'Ouest, ce marais serait drainé cet été.

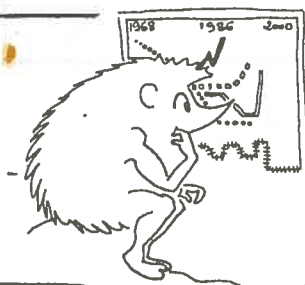
- Qu'en est-il de la Convention passée entre les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement pour sauvegarder les zones humides remarquables ?

- Pourquoi drainer de préférence les 20 % des Marais Charentais qui correspondent à des zones humides remarquables ?

- Pourquoi ne pas tenir compte de l'intérêt biologique dans les aménagements hydroagricoles ?

Autant de questions que se pose la Ligue Française pour la Protection des Oiseaux qui appelle le soutien de tous ceux qui estiment que les zones humides ne doivent pas disparaître.

Antoine RELLE  
Président de la LPO



## sondage

RESULTATS DE L'ENQUETE ANNUELLE DU CREDOC SUR LES CONDITIONS DE VIE ET L'ASPIRATION DES FRANCAIS (1985). VOICI LES REPONSES AUX QUESTIONS POSEES SE RAPPORTANT A L'ENVIRONNEMENT.

NEMENT.

LE NOMBRE DE PERSONNES ENQUETEES EST DE 2000 SUR LA BASE D'UN ECHANTILLONNAGE REPRESENTATIF.

F1. Est-ce que la préservation de l'environnement constitue pour vous quelque chose de ?

Très important	67 %
Assez important	29 %
Peu important	3 %
Pas important du tout	1 %

F.2 Vous sentez-vous suffisamment informé

Oui	46 %
Non	54 %

F3. A quel niveau de l'administration la protection de l'environnement vous paraît-elle assurée avec le plus d'efficacité ?

Communes	50 %
Départements	11 %
Régions	12 %
Etat	8 %
Ne sait pas	19 %

F4. Dans cette liste d'actions de défense de l'environnement, quels sont les deux aspects aux quels vous êtes le plus sensible ?

La qualité de l'eau	8 %
La qualité de l'air	20 %
La conservation de la flore de la faune	11 %
La qualité des produits agricoles et alimentaires	17 %
Les pollutions et les risques industriels	15 %
La qualité des villes	5 %
La qualité du paysage	6 %
La collecte et le transport des déchets	6 %
Le transport des matières dangereuses	12 %

F5. Vous sentez-vous exposé à des risques importants du fait de l'activité de certaines usines ?

Oui	30 %
Non	70 %

### UNE NAISSANCE AU PUY : "LOIRE VIVANTE"

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UN COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA FRAPNA, CONCERNANT L'ACTION DE SAUVEGARDE DU BASSIN DE LA LOIRE.

COMITÉ DE SAUVEGARDE DU BASSIN DE LA LOIRE

Venus de tous les horizons, du Gerbier de Jonc à St Nazaire, de nombreux représentants d'associations de pêche et de protection de la nature se sont réunis au Puy, le 14 juin 1986, afin de coordonner leur action sur l'ensemble du fleuve et de ses affluents.

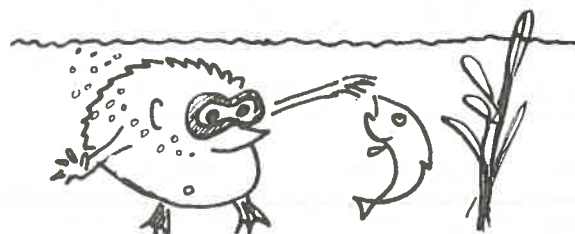
A cette fin une structure du nom de "Loire vivante", Comité de sauvegarde du Bassin de Loire, a été mise en place.

Son objectif est de faire en sorte que la Loire, dernier fleuve naturel d'Europe, conserve son intégrité alors que déjà le Rhin, le Rhône, la Seine, aménagés, ont perdu la majeure partie de leurs richesses.

Il est apparu aux participants que le patrimoine naturel de la Loire doit désormais être pris en compte dans les bilans économiques. Il a été décidé de faire procéder à des contre-expertises hydrauliques et économiques, archéologiques et paysagères du projet d'aménagement global de l'E.P.A.L.A (Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses affluents). Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

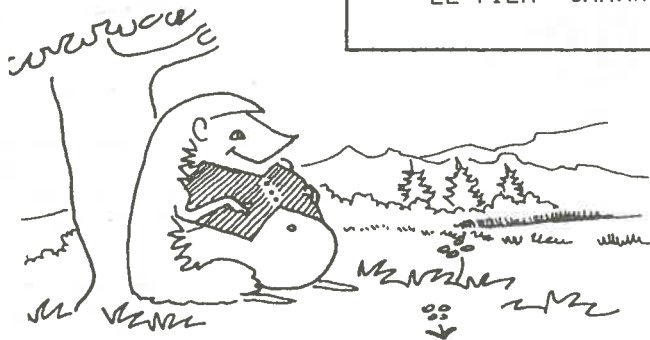
Dans un premier temps une centralisation de la totalité des inventaires biologiques et piscicoles est entreprise de même qu'un rassemblement de données juridiques. Des solutions alternatives vont être recherchées afin de satisfaire l'ensemble des préoccupations des populations riveraines. Les études à venir seront menées en concertation avec tous les intéressés contrairement à ce qui a présidé à l'élaboration du protocole d'accord entre l'Etat et l'Agence financière de Bassin et l'EPALA, où les décisions furent prises sans aucune consultation des populations.

Pour préserver l'avenir, il a été décidé de mettre sur pied, à l'image du Conservatoire du Littoral, un Conservatoire de la Loire afin de sauvegarder ce capital d'intérêt public.



# MILIEUX NATURELS

## LE FILM "CAMARGUE GRANDEUR NATURE" EN CASSETTE VIDEO



Titre éloquent, s'il en est, qui justifie cette réalisation correspondant au vœu de la Société Nationale de Protection de la Nature, gestionnaire dans le delta du Rhône, depuis plus d'un demi-siècle, d'une prestigieuse réserve de 13 000 hectares.

Chargés de la célébration cinématographique d'un ensemble naturel et d'un effort de préservation exemplaires, Laurent CHARBONNIER, Philippe BARBEAU et Martine TODISCO, en collaboration étroite avec Eric COULET, conservateur de la Réserve de Camargue ont, après des repérages répétés, réalisé sur quatre saisons ce film de 52 minutes.

Ils l'ont fait grâce à maints appuis locaux comme celui des Salins du Midi et nationaux comme celui du Service de Conservation de la Nature du Muséum d'Histoire Naturelle.

Leur moisson a été considérable : plus de six mille mètres de pellicule. Au cours d'un montage étalé sur trois mois, les séquences les plus marquantes sur les authenticités et les évolutions floristiques et faunistiques du patrimoine naturel camarguais ont été sélectionnées. Un enchaînement de scènes admirables et de visions saisissantes fut ainsi réussi. L'ambiance de la maison d'accueil de la Capelière, agrandie avec le concours du WWF, et celle de l'itinéraire écologique ne sont pas non plus oubliées.

A la suite des demandes de projection reçues, la S.N.P.N n'a pas encore pris de décision quant à une éventuelle commercialisation de copies en 16 mm. En revanche, elle entend encourager une diffusion à des fins amicales, conviviale et familiales, de "Camargue grandeur nature". C'est pourquoi, des cassettes vidéo sont désormais disponibles. Le prix de lancement est fixé à 350,00 F + 20,00 F si l'expédition est demandée. On peut, soit réclamer la cassette V.H.S version SECAM, soit celle qui concerne la version PAL.

On se rend (ou l'on écrit) au siège de la SNPN pour effectuer cette acquisition : SNPN, 57, rue Cuvier B.P 405 Paris Cédex 05- tél. (1) 47.07.31.95.

## SAUVONS LA NATURE : NOUVELLE ÉDITION

Les éditions DANGLES viennent, après complet épuisement de la précédente, d'effectuer une nouvelle édition de l'ouvrage de Pierre PELLERIN "Sauvons la Nature, source de notre vie".

Ce tirage profite d'une couverture plus élégante et plus contrastée. En outre, des réactualisations ont pu être opérées dans le texte comme dans le détail des dix pages d'adresses utiles.

Après avant-propos, 34 pages analysent les processus de régression de la vie dans sa diversité, 54 pages rappellent les prises de conscience européennes, mondiales et nationales, 68 pages donnent la dimension géologique et minéralogique du sujet traité, 46 pages sont consacrées aux cas de sauvetage réussis ou en cours, 36 pages aux actions entreprises auprès des pouvoirs publics, 112 pages mettent en lumière les initiatives pratiques, particulièrement exemplaires, prises par diverses associations affiliées à la FFSPN, 92 pages insistent sur les efforts individuels possibles et, enfin, 42 pages suggèrent des règles de conduite personnelle dans la perspective que définit le titre de l'ouvrage.

En tout, 500 pages comportant quelque 320 illustrations et graphiques expriment ce que doit être une démarche pragmatique à tous les échelons.

Les Editions DANGLES consentent aux associations de la FFSPN vendant du matériel de propagande par correspondance ou tenant des éventaires en diverses occasions, la réduction classique sur commande de cet ouvrage. Demande de fourniture à adresser aux Editions DANGLES (à l'attention de M. QUEANT), 18, rue Lavoisier 45800 ST JEAN DE BRAYE. Tél. (38)86.41.80.







## EUROPE

### LA PROTECTION DE LA NATURE EN ALLEMAGNE 1ÈRE JOURNÉE DE L'ENVIRONNEMENT À WURZBURG

Cet événement très important dans la vie des écologistes allemands a été présenté dans une récente Lettre du Hérisson. La FFSPN y a été invitée.

Il est difficile de faire un rapport précis et néanmoins concis d'un tel événement ; ne serait-ce qu'à cause de sa taille et de son ampleur. Aussi, je me contenterai de quelques observations et impressions.

- Ce premier Deutscher Umwelttag (D.U.T) a été organisé par toutes les grandes organisations écologistes d'Allemagne : protecteurs de la nature, consommateurs... soit 7 associations nationales, auxquelles s'ajoutaient diverses initiatives locales. Une de leurs grosses difficultés a été de rester apolitique, c'est à dire en dehors des mouvements politiques traditionnels.

- L'entrée à toutes les manifestations (débat, expositions, concerts, etc) était payante: 5 DM par jour. Pas de ticket à présenter aux contrôles, mais un badge bien visible, épinglé à la veste ; chacun se promenant ainsi en ville, les rues de Wurzburg étaient sillonnées de porteurs de badge : effet garanti sur la population locale !

- Les différentes manifestations étaient soit regroupées (au centre des expositions, au centre des congrès), soit éclatées dans les rues de la ville (marché bio dans les rues de la ville), toujours en des lieux très fréquentés. Destiné à rassembler les militants du mouvement écologiste, le 1er D.U.T était aussi très ouvert sur les autres.

- Une importante exposition écologique regroupait tout ce qui touche à l'écologie et à son application. Quelques exemples de stands : jardins scolaires, protection des oiseaux, économiseur d'eau pour WC, détartrant électronique pour les tuyauteries, agro-biologie, produits bio pour le traitement des bois, la lessive, la vaisselle, les pesticides, vêtements en fibres naturelles, mobiliers ergonomiques et/ou en matières naturelles, chemin de fer, éolienne, architecture, urbanisme,...

- La marque forte de l'accident de TCHERNOBYL (à qui a été consacrée une part importante de la séance inaugurale, plus une séance plénière)

et des pluies acides.

- L'organisation de plusieurs rallyes à bicyclette convergeant à Wurzburg le jour de l'inauguration, et une demande instante pour que tous les participants viennent par les transports en commun économes en énergie. Il est également prévu une table ronde sur le thème "le train transport pour tous: une réalité accessible".

- un bureau d'accueil-inscription bien visible à la gare de Wurzburg et plusieurs autres dans la ville

- des banderoles et des affiches nombreuses et bien visibles à tous les lieux de rassemblement et dans toute la ville, ainsi que la participation active de plusieurs commerçants qui avaient consacré leur vitrine au thème de l'écologie et au D.U.T

- une présence réelle des médias : la télévision bavaroise avait installé un stand spécialement aménagé et a fait plusieurs émissions en direct.

- les participants se comptent probablement en dizaine de milliers, on aura les décomptes précis plus tard.

- etc, etc...

Les organisateurs ont aussi connu beaucoup de difficultés : diplomatiques (par exemple, l'option apolitique n'a pas toujours été bien appréciée), financières (par exemple, la ville de Wurzburg n'a pas tenu toutes ses promesses...) comme chez nous! 2 ans de préparation, mais le résultat en vaut la peine.

En conclusion, les Allemands semblent avoir une conception de la nature nettement plus utilitaire, ou au moins plus pragmatique que la nôtre. Cela permet-il un meilleur impact auprès du public?

Il me semble donc que des échanges franco-allemands ne peuvent qu'être fructueux : même si nous ne démeritons pas (notre démarche est différente sans être opposée à celle des allemands) des idées sont à prendre, à adopter, des échanges sont à stimuler ! Puissent ces impressions de voyage y contribuer.

G. BENEST

### CAMP CHANTIER POUR LES JEUNES

La FRAPNA Isère et le CINE (Centre d'Initiation à la Nature) de Meylan organisent en juillet (du 15 au 27) un chantier international de jeunes

Ce camp qui se déroulera au château de ROCHASSON a pour but de restaurer et de développer le Centre de Soins pour Animaux blessés, en construisant des volières, en réalisant un plan d'eau et autres aménagements.

Nous recherchons donc 10 jeunes de 16 à 25 ans,  
Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

pour cette période. Le gîte et le couvert sont assurés, ainsi qu'un programme culturel et de divertissements, prévu pour apporter ouverture et épanouissement aux stagiaires, en contrepartie du travail bénévole réalisé.

En raison du nombre restreint de places, les jeunes intéressés sont priés de prendre contact le plus rapidement possible avec la FRAPNA Isère 4, rue H. Berlioz 38000 GRENOBLE.  
Tél. 76.42.64.80

POUR QUE LA LETTRE DU HÉRISSON VIVE  
ABONNEZ-VOUS !

Coût : 600,00 F TTC PAR AN (22 NUMÉROS)

BULLETIN D'ABONNEMENT :

NOM

PRÉNOM :

ADRESSE :

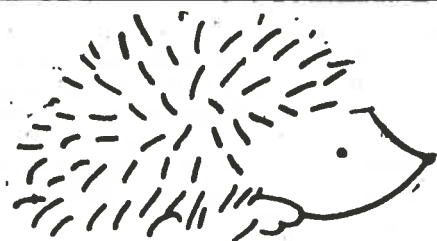
VILLE

CODE POSTAL

DÉSIRE M'ABONNER POUR UN AN À LA LETTRE DU HÉRISSON.

CI-JOINT MON RÈGLEMENT DE 600,00 F

DATE ET SIGNATURE



PENDANT LES VACANCES, LA LETTRE DU HÉRISSON PARAITRA LES :

1<sup>ER</sup> AOÛT

1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE

15 SEPTEMBRE

LES INFORMATIONS QUE VOUS SOUHAITEZ VOIR PARAÎTRE DOIVENT NOUS ÊTRE  
ENVOYÉES RESPECTIVEMENT POUR LE :

17 JUILLET

15 AOÛT

4 SEPTEMBRE

# LA LETTRE DU HERISSON

## SPECIAL ASSOCIATIONS

**diffusion  
interne**

### SOMMAIRE

ABONNEMENTS .....	P.2
FINANCEMENT DES DOSSIERS ENVIRONNEMENT .....	P.3/4
FNDVA : GUIDE PRATIQUE DU MONTAGE DES DOSSIERS .....	P.4/5
FNDVA : REUNION D'ETUDE .....	P.5
PLEIN D'IDEES ... MAIS POINT DE SOUS .....	P.5/7
CONSEILS DEPARTEMENTAUX DE LA CHASSE .....	P.7
COMMISSION CHASSE F.F.S.P.N. ....	P.8





**S'ABONNER A LA LETTRE DU HERISSON**

ÉDITION GÉNÉRALE :

QUI : TOUT LE MONDE

COMBIEN : 600,00 F TTC POUR UN AN (22 NUMÉROS)

ÉDITION GÉNÉRALE + ÉDITION SPÉCIALE ASSOCIATION (DIFFUSION INTERNE)

QUI : UNIQUEMENT LES ASSOCIATIONS OU LES RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS APRÈS ACCORD  
DU PRÉSIDENT D'UNE ASSOCIATION ADHÉRENTE.

COMBIEN : 300,00 F TTC POUR UN AN (22 NUMÉROS)

BULLETIN D'ABONNEMENT : ÉDITION GÉNÉRALE + ÉDITION SPÉCIALE ASSOCIATION

NOM

PRÉNOM

ADRESSE :

VILLE

CODE POSTAL

NOM DE L'ASSOCIATION

FONCTION DANS L'ASSOCIATION

CI-JOINT 300,00 F POUR UN ABONNEMENT D'UN AN

DATE ET SIGNATURE

JE SOUSSIGNÉ (NOM ET PRÉNOM) PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION (NOM ET ADRESSE DE  
L'ASSOCIATION) CERTIFIE QUE LA PERSONNE DÉSIGNÉE EXERCE UNE RESPONSABILITÉ DANS  
L'ASSOCIATION ET PEUT RECEVOIR L'ÉDITION SPÉCIALE ASSOCIATION DE LA LETTRE DU HÉRIS-  
SON.

DATE ET SIGNATURE.

# VIE ASSOCIATIVE

## LE FINANCEMENT DES DOSSIERS INTERESSANT LE SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

25 dossiers présentés par des associations de l'environnement ont été financés et 17 rejetés. Les subventions obtenues vont de 6 000 F à 120 000,00F, la moitié d'entre elles se situant en-dessous de 30 000,00 F. Au total, ces dossiers représentent un financement de 856 000,00 F dont 330 000,00 F au titre des actions de recherches études-expérimentations, et 536 000,00 F au titre des actions de formation.

Sur 15 dossiers présentés par des associations de dimension régionale, 2 seulement ont été rejetés. Sur les 10 présentés par des associations de dimension locale ou départementale, 3 seulement ont été retenus. Enfin, sur 17 dossiers présentés par des associations nationales, 8 ont été repoussés.

Une partie non négligeable de ces rejets est liée à l'incompréhension, ou l'ignorance, des finalités et modalités d'intervention du fonds par les associations :

- propositions d'actions tombant nettement hors champ d'intervention du FNDVA comme: manifestations, colloques scientifiques, expositions, fêtes équipement en matériel, édition de fiches pédagogiques, etc,

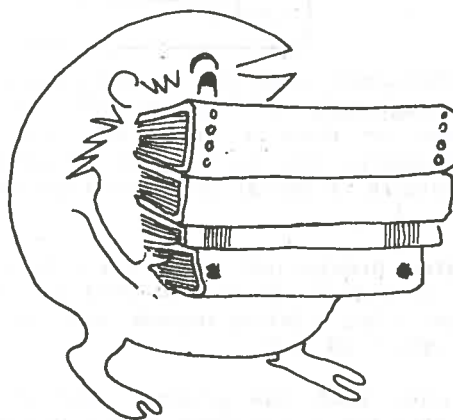
- actions de formation visant des publics explicitement exclus par le FNDVA : permanents salariés (ou objecteurs, TUC...) , public large, futures BAFA, etc, alors que le fonds ne vise que les responsables bénévoles exerçant un mandat électif et, exceptionnellement, les responsables de secteurs d'activités (on élus);

- propositions d'expérimentation ou de recherche à caractère nettement local ou autocentré, sans retombées pour le monde associatif en général.

Mais un certain nombre de ces rejets est aussi motivé par le caractère "technique" des formations proposées. Sont ainsi presque systématiquement caractérisées par le conseil de gestion les actions de formation visant à une meilleure connaissance des milieux naturels (lecture du paysage, cycle de l'eau, connaissance des habitats de la faune sauvage...) ou des moyens d'intervention sur les milieux.

Les associations de l'environnement rencontrent ici un problème particulier : elles considèrent qu'elles interviennent sur un terrain donné qui exige connaissance et compétence de nature scientifique et technique et que c'est ce besoin là de formation qui est prioritaire pour leur développement. Or, la majorité des membres du conseil de gestion du FNDVA s'en tient à la règle qui veut que soient financées les actions visant à permettre aux élus associatifs de mieux exercer leur fonction élective dans l'association et pour le développement général de la vie associative : formations à l'animation, à la gestion, à la communication, à la négociation...

Il y a donc là un obstacle réel, mais il y a surtout mauvaise utilisation du FNDVA et de ses possibilités, voire défaut de lecture de la part des associations d'environnement. En effet, comme l'ensemble du monde associatif, elles ne rencontrent pas seulement un problème de développement des connaissances, mais également un problème réel de capacité à communiquer, avec le grand public comme avec les médias, à négocier des objectifs, avec les partenaires des collectivités locales ou des services de l'Etat, avec des entreprises privées ou d'autres forces associatives, enfin à animer, financièrement et humainement, leurs réseaux.



Ce besoin-là, trop longtemps occulté sans doute dans un milieu très marqué par les sciences exactes, est cependant bien compris maintenant d'un secteur comme la FFSPN : c'est en effet la base du programme de formation qu'elle soumet au Ministère de l'Environnement pour 1986. Mais de manière assez incompréhensible, elle n'a pas jugé bon de le soumettre au FNDVA...

Autre difficulté pour nos associations : leurs effectifs élus sont rarement pléthoriques. Il y a donc nécessité impérative, dès lors que le fonds ne retient que les formations destinées aux élus, d'organiser les plans de formation au niveau de la région et de jouer au maximum des coopérations inter-associatives locales. Cette évolution commence à se dessiner, mais elle mériterait d'être accentuée et ce d'autant que le barème (officieux mais systématique) de financement du fonds - 100,00 F par journée/stagiaire impose non seulement la recherche de co-financements, mais encore une optimisation des moyens disponibles.

Enfin, en matière d'études-recherches-expérimentation, les associations de l'environnement sont handicapées par le fait qu'elles s'intéressent, semble-t-il, infiniment plus à l'environnement qu'au fait associatif. Là encore, le fonds n'a pas vocation à financer des projets sectoriels (quand bien même on les jugerait "prioritaires") il ne peut traiter que des problèmes communs à la démarche et au fait associatif.

Si ces quelques réflexions conduisent à souligner la nécessité d'un nouvel effort d'information des associations, par le canal administratif mais aussi par celui de leurs fédérations, sur les modalités d'intervention du fonds et la nécessité d'une meilleure réflexion sur les besoins de formation, elles ne constituent pas pour autant un bilan négatif, loin de là. Le niveau de la réponse associative à la mise en place du fonds, mais aussi la qualité d'un certain nombre des dossiers présentés sont le signe incontestable d'une prise de conscience des associations de

la nécessité où elles se trouvent de procéder à des évolutions : adaptation à la décentralisation, nécessité de diversifier les sources de financement, utilisation des techniques et réseaux modernes de communication, apprentissage de la négociation, repérage des partenaires, etc. Reste à espérer que cette ouverture des thèmes s'accompagne d'un élargissement des pratiques et que les associations sachent utiliser l'opportunité des financements du fonds pour s'associer des compétences extérieures, professionnelles de préférence.

## FNDVA

### GUIDE PRATIQUE DU MONTAGE DES DOSSIERS.

#### 1/ Ce qu'il faut savoir d'un point de vue général :

1.1 Les bénéficiaires sont des associations, le plus souvent regroupées en grandes fédérations puissantes dans le domaine de l'Education Populaire, la Culture, les Loisirs, les Familles, le Secteur Sanitaire et Social (ex. Léo Lagrange, EOL, MJC, etc...)

1.2 Les recettes proviennent d'un taux de prélèvement sur le P.M.U. Elles s'élèvent de 17 à 18 millions de F/an plafond imposé par la loi des finances 1986 : 19 M.F

1.3 Les priorités vont aux projets issus de la sphère nationale puis des régions et en dernier, des départements. Les projets locaux n'ont aucune chance.

#### 11- Ce qu'il faut faire pour qu'un dossier passe

2.1 Lire scrupuleusement les instructions et les suivre à la lettre

2.2 suivre les consignes nationales qui seront données par la FFSPN

2.3 Envoyer le dossier assez tôt avant les délais à la FFSPN pour permettre le contrôle des dossiers, l'envoi d'éventuels renseignements complémentaires ou corrections.

2.4 S'inscrire dans un regroupement d'associations, soit :

- par le biais de la Fédération Régionale ou de la FFSPN (ne jamais envoyer de dossier directement au Ministère ou à la DRAE),

- par un regroupement avec d'autres associations départementales ou régionales.

#### 111- Constitution du dossier:

Une séance d'information sur les instructions à suivre sera faite courant septembre avant la prochaine session d'examen des projets, qui aura lieu le 9 octobre 86. Une stratégie "protection de la Nature" sera discutée à cette occasion pour mieux faire poids face aux autres associations mieux organisées.

#### 1V- Conseils pratiques:

4.1 Ne pas oublier de dire que le projet s'adresse  
Lettre du hériisson n° 48 - Juillet 86

se aux responsables d'associations élus. En effet les autres stagiaires (objecteurs, permanents divers...) ne sont pas pris en charge financièrement par le FNDVA tandis que les élus associatifs le sont à raison de 100 F/jour/stagiaire.

4.2 Projets "Formation" : ne pas parler de "formation à l'environnement" dans telle ou telle spécialité.

4.3 Projets "expérimentation, études et recherches" : les réalisations matérielles : expo, audio-visuel, cassettes, etc... ou les fêtes, ne sont pas pris en charge.

4.4 Centrer tout projet sur la vie, le fonctionnement associatif, en démontrant l'amélioration qui leur sera portée grâce au projet.

4.5 Etre le moins précis possible : en rester à des généralités de l'intervention associative.

4.6 Petit vocabulaire spécialisé : les mots clefs à ne pas manquer :

"Circuits d'interventions de financements".

"Identification des partenaires "(ex. collectivités locales, Administrations, etc...)

"Négociation de la problématique de maîtrise de la communication"

" négociation d'un chantier"

"Inscription dans un contexte socio-économique donné"

"Insertion de relations administratives..."

"Communiquer", "animer", "gérer".

"Gestion des ressources humaines"

"Apprentissage des différents langages (...)"

"Cibler un public"

"Stratégie d'intervention des associations"

"Amélioration des circuits de communication" (internes, externes, etc...)



## DOSSIER DE FORMATION OU D'ETUDE RECHERCHE ET EXPERIMENTATION A PRESENTER AU FNDVA. ; REUNION D'ETUDE

La prochaine commission restreinte de sélection des propositions, aura lieu au Ministère de la Jeunesse et des Sports le jeudi 9.10.86

Si vous avez l'intention de présenter un dossier de formation ou d'étude, recherche et expérimentation avec demande de subvention au FNDVA, nous vous proposons de l'examiner avec vous, de le présenter officiellement.

Aussi, nous vous proposons une journée d'étude le vendredi 5.9.86 à 10 h 30 à la FFSPN Paris. Ceci pour que la FFSPN puisse présenter vos dossiers dans l'esprit FNDVA qui est de développer la vie associative.

Les personnes suivantes vous aideront dans cette démarche.

M.C. TOUZAN, Administrateur membre du Bureau, représentant au Conseil de gestion FNDVA du secteur Environnement.

M. Daniel CARDE, administrateur ayant présenté lui-même plusieurs dossiers,

Mme Liliane MOOR, Directeur FFSPN, chargé de la coordination.

Nous vous demandons de venir à cette réunion avec vos dossiers déjà constitués et si possible rédigés.

Nous comptons sur votre présence, en nombre. Et dans cette intention, veuillez prévenir Liliane MOOR avant fin août.

P.S Dans la Lettre du Hérisson n° 41 de mars 86, nous vous avons également donné des informations pour la constitution de vos dossiers.

Mme OPERIOL, du Ministère de l'Environnement sera présente l'après-midi.

## PLEIN D'IDEES... MAIS POINT DE SOUS....

Votre association déborde d'idées à mettre en oeuvre, de projets à réaliser. Mais vous vous heurtez comme beaucoup au problème du financement. Pourtant, il existe des techniques de collectes de fond, de "fund raising". Y avez-vous pensé ? Pour ma part, j'ai assisté à la PREMIERE JOURNEE FRANCAISE DU FUND RAISING qui s'est tenue le 3 juin dernier à la Maison de la Mutualité. Elle était organisée par le Syndicat National de la Communication Directe. Je vous livre ici une synthèse des différentes interventions et suis toute disposée à en discuter plus longuement avec vous si certains points vous intéressent plus particulièrement.

D'abord, une constatation:

les associations et organismes divers sont de plus en plus nombreux à solliciter des dons. Le grand public, la "cible", est attaqué de toute part à travers les mailings, le téléphone, les médias... Cela nécessite d'utiliser des techniques de plus en plus sophistiquées.

Pour qu'une opération de Fund Raising ait des chances d'aboutir, il faut veiller à réaliser les 4 phases suivantes :

- choisir un message adapté,
- bien sélectionner son public
- réussir son impression
- l'acheminer à bonne destination.

### Quel message ?

Avant d'élaborer un message, il faut s'interroger sur l'image qu'il doit véhiculer. Pour cela 3 facteurs entrent en jeu :

- la faiblesse des budgets dont dispose généralement l'association
- Lettre du hérisson n° 48 - juillet 86

- la paresse de l'individu
- la concurrence actuellement très vive.

cela nécessite d'être très rigoureux au niveau de la politique d'image. Pour dépenser moins d'argent, pour gaspiller moins d'énergie, il faut développer une image forte.

L'image doit être claire, précise, et surtout unique si l'on veut que le message soit correctement perçu. Il faut se tenir à cette image et la décliner dans différents supports.

- les publi-postages
- les médias (presse, télé...)
- les expo
- les affiches
- les catalogues, etc...

Une fois cette image définie, on passe à la rédaction du message.

Pour cela, veiller à respecter ces 4 axes :

- aller du plus large au particulier (ex. de la misère du monde au chèque sollicité auprès du donateur)

- raconter une histoire, faire appel à un symbole de message. Le message ne doit pas être trop générique. Se souvenir de la phrase de Trotsky

"un mort parmi vos proches, c'est un drame, des milliers de morts, ce sont des statistiques.."

- mettre en relief l'auteur du message, c'est à dire l'organisme. Il serait inattaquable, respectable, sympathique...

- impliquer le donateur (grâce à vous...). Il faut lui dire qu'il est formidable. Ne pas oublier qu'on vend d'abord des sentiments...

Pour être mieux perçu, un message doit offrir plusieurs ordres de lecture d'où l'intérêt d'exergues manuscrites, de faire participer le prospect en l'obligeant à manipuler le document dans plusieurs sens, de personnaliser la lettre avec le nom du lecteur, etc...

Il faut d'abord inciter le prospect à lire, puis le convaincre. La plupart des enveloppes sont jetées avant d'être lues. Quand elles sont ouvertes, il faut que le message soit frappant d'où l'importance des images, d'un titre qui accroche et d'un texte motivant.

## Quel public ?

La sollicitation du public à domicile existe depuis déjà bien longtemps. C'est en particulier A. BOUCICAULT, alors directeur du Bon Marché qui eut l'idée en 1867 de mettre au point le 1er catalogue de ventes par correspondance, suivi en 1885 par Manufrance.

Le choix d'un fichier adéquat est primordial. Pour cela, il est important de bien connaître son produit et le message.

Il existe 2 types de fichiers:

- les fichiers catégoriels (avocats, médecins...)
- les fichiers de comportement (abonnés à des revues, vénéralistes).

Pour en obtenir, on peut s'adresser à des prestataires de services qui disposent d'un catalogue descriptif de l'ensemble de leurs fichiers.

Il est judicieux avant de mener un mailing important, de tester le fichier mais en sachant que les résultats d'un test sont limités dans le temps. Toutefois, c'est là un bon moyen de sélectionner la meilleure cible.

Si l'association dispose d'un budget, elle peut faire appel à des spécialistes des fichiers, pour faire supprimer les doublons. Le procédé utilisé s'appelle la Déduplication (prix moyen : entre 30 et 50 000 F). Eviter les adresses en double est important à plusieurs niveaux:

- financier (port payé plusieurs fois inutilement)
- psychologique, le lecteur est irrité de recevoir plusieurs fois le même document. Il peut s'interroger sur la bonne gestion des fonds reçus (idée de gaspillage) et avoir de l'organisme une image négative.

On juge de la rentabilité d'un fichier environ 3 semaines après l'envoi du message. Des pourcentages de retour permettent de savoir si le fichier est actualisé ou non. Au dessus de 5%, le fichier est non fiable.

Plus sophistiquées et pas à la portée de toutes les bourses, les opérations de scoring qui vous permettront des analyses de vos prospects.

ex. scoring géographique : qui achète, qui donne dans telle commune.

scoring "prénom"; les prénoms correspondant à un phénomène de mode, il est possible d'évaluer l'âge moyen des composants du fichier.

N'oubliez pas que tout propriétaire de fichiers doit déclarer ceux-ci à la CNIL (Commission Nationale Information et Libertés).

## Quel document ?

Il est évident mais pas inutile de le répéter; il faut réussir l'impression de ses messages et pour cela veiller à la bonne réalisation de chacune des phases de fabrication

- la pré-maquette
- le choix du papier
- la maquette (mise en place des textes, mise à la couleur, cadrage des illustrations)
- la photogravure (films pour l'impression, un par couleur)
- l'épreuve finale sur laquelle on peut encore éventuellement faire des retouches couleur
- le montage des films puis gravage des plaques calage machine, roulage et enfin façonnage.

Le rappel de toutes ces opérations montre l'importance de prendre en compte les délais de réalisation pour un résultat optimum.

## Comment acheminer le message ?

Un dernier maillon est sans aucun doute le routage. Il réceptionne vos documents, les conditionne, les remet en poste ou à d'autres sociétés de distribution. Il faut dès la conception de votre message, avoir en tête les contraintes de routage liées au traitement machine. Un format trop original, un type de pliage spécifique, nécessiteront un traitement manuel, environ 4 fois plus cher qu'en machine.

Le tarif postal T3 (tarif réduit pour envoi en nombre) va être étendu de manière importante, sous réserve de normalisation. Il peut être utilisé pour:

- abonnement et réabonnement à des revues,
- appel de collectes de fonds (à buts humanitaires, sociaux...), cadeaux publicitaires
- cartes de membres, de fidélité, d'acheteurs,
- convocations à des assemblées générales
- opérations de parrainage
- questionnaires....

Par contre, en 87, gare aux retours postaux. Une taxe est prévue pour ces documents renvoyés à l'expéditeur, ce qui va rendre nécessaire l'actualisation de nos fichiers.

Le Service Promotion (Véronique DUBLANCHE) se tient à votre disposition pour vous fournir des compléments d'information sur cette journée du Fund Raising et une liste de prestataires de services en matière de négoce d'adresses, gestion de fichiers, impression spécialisée en marketing direct.

Véronique DUBLANCHE.



## ENQUETE CONSEILS DEPARTEMENTAUX DE LA CHASSE



A l'heure actuelle, la plupart des conseils départementaux de la chasse ont été nommés et se sont réunis.

Nous demandons à TOUTES les associations de nous faire parvenir AVANT LE 1er SEPTEMBRE 1986.

1° copie de l'arrêté de nomination (ou liste des membres) avec tout commentaire utile,

2° copie du (ou des) procès verbal des réunions accompagnée des observations des participants:

**ATTENTION:** le décret des conseils départementaux de la chasse doit très probablement être revu au niveau national vers la fin de l'année. Il est donc indispensable que la FFSPN dispose du maximum d'information.

P.S Merci à ceux qui, spontanément, nous ont déjà communiqué des informations.

Nous vous rappelons que les Associations membres de la FFSPN peuvent faire envoyer à toutes les autres associations les documents dont elles souhaitent la diffusion.

Ces envois ont lieu 4 fois par an :

- 15 juin
- 15 septembre
- 15 décembre
- 15 mars

Les documents à diffuser doivent parvenir en 350 exemplaires à

FFSPN  
BP 263  
17305 ROCHEFORT CEDEX

5 jours au moins avant la date prévue pour l'expédition.



# CHASSE

REUNION DE LA COMMISSION CHASSE DE LA FFSPN  
SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1986 À 9 H 30 AU SIÈGE DE LA FFSPN  
57, RUE CUVIER - PARIS 5E

## ORDRE DU JOUR.

- point sur la mise en place des conseils départementaux de la chasse
- congrès de l'union des présidents de fédération de chasse.
- chasse au gibier d'eau dates d'ouverture
- chasse sur le domaine public fluvial
- chasse sur le domaine public maritime
- piégeage
- gestion de la faune sur les terrains du Conservatoire du Littoral
- relations avec le BIROE France
- Procédure vague de froid
- examen pratique du permis de chasse

Il est rappeler que chaque association peut envoyer au maximum :

- . 3 participants pour les associations nationales
- . 2 participants pour les associations régionales
- . 1 participant pour les associations départementales.

